

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°615 – 30 janvier 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

Avec le rachat d'Allied Gold, Zijin Gold International acquiert 3 mines en Afrique de l'ouest

Le 26 janvier 2026, la société minière canadienne Allied Gold a annoncé dans un [communiqué](#) son rachat par Zijin Gold International, filiale du groupe minier chinois Zijin Mining, pour une valeur d'environ 5,5 Md CAD (3,4 Md EUR). Cette acquisition reste soumise au vote des actionnaires qui seront convoqués lors d'une assemblée générale avec l'objectif de clôturer l'opération d'ici fin avril 2026. Elle concerne notamment un portefeuille aurifère de trois actifs et projets de développement, dont notamment [les mines](#) en cours d'exploitation d'Agbaou et Bonikrou en Côte d'Ivoire et de Sadiola au Mali.

Sahel Capital lève 29 M USD pour l'agro-business en Afrique de l'ouest

Le 15 janvier 2026, Sahel Capital [a annoncé](#) la clôture en décembre 2025 d'une première levée de son fonds de capital-développement Sahel Capital Agribusiness Fund II (Scaf II). L'opération, d'un montant de 29 M USD, a été réalisée auprès de la banque de développement allemande KfW et de family offices basées aux Etats-Unis. Ce fonds, qui cible un montant final de 75 M USD au cours des 12 prochains mois, vise à financer des entreprises agribusiness en Afrique de l'Ouest (Nigeria, Ghana, Côte d'Ivoire, Sénégal), en mettant l'accent sur la sécurité alimentaire, la résilience climatique et l'efficacité des chaînes de valeur.

Le chiffre à retenir

6,3 Md EUR

Le montant que le Sénégal compte lever sur le marché régional de l'UEMOA en 2026 (soit 4 132 Md FCFA)

Bénin

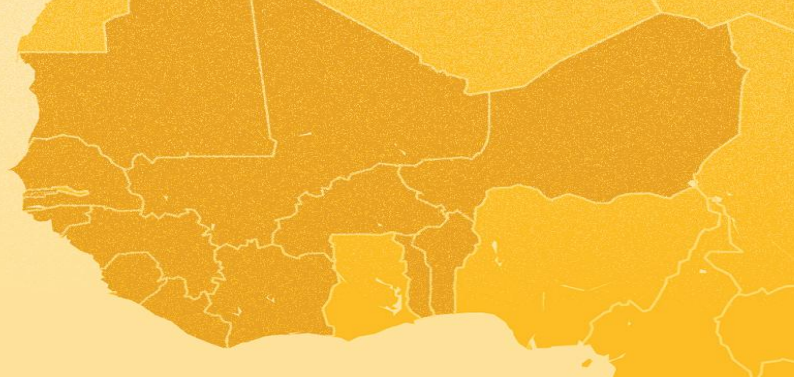
Approbation du plan national d'électrification

Le Conseil des ministres [a adopté](#) le 28 janvier 2026 le plan national d'électrification ainsi que les lignes directrices du Plan directeur de développement du sous-secteur de l'électricité au Bénin à l'horizon 2045. Ces documents fixent de grands objectifs pour le secteur de l'électricité au Bénin, dont l'accès universel à l'énergie d'ici 2030-2035 dans le pays, la réforme du Code de l'électricité qui permettra entre autres de faciliter les investissements privés et l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique.

Burkina Faso

Inauguration de deux datacenters gouvernementaux

Le 23 janvier 2026, le Premier ministre burkinabé, [a inauguré](#) à Ouagadougou deux datacenters gouvernementaux. Ces infrastructures, dont le coût total serait



supérieur à 15 Md FCFA (22,9 M EUR) visent à centraliser, héberger et sécuriser les données publiques, tout en réduisant la dépendance du pays vis-à-vis des centres de données étrangers. Dotés d'une capacité totale de 3 000 téraoctets de stockage et capables d'héberger environ 7 000 machines virtuelles, ces data centers devraient selon la communication, renforcer la gestion et la continuité des services numériques de l'État et générer des économies nettes comprises entre 85 et 95 Md FCFA (entre 129,6 et 144,8 M EUR) sur dix ans, grâce à la mutualisation des ressources et à la réduction des dépenses d'hébergement externe.

Côte d'Ivoire

Rachat de 123 000 tonnes de cacao pour désengorger la filière

Le gouvernement ivoirien [a annoncé](#) le rachat des stocks de cacao accumulés, afin de faire face aux difficultés de commercialisation et aux retards de paiement des planteurs. Selon le ministre de l'Agriculture, l'opération portera sur 123 000 tonnes de cacao, pour un coût estimé à plus de 280 Md FCFA (426,9 M EUR). Le dispositif vise à prendre temporairement le relais des opérateurs nationaux en difficulté de liquidité, les montants avancés devant être remboursés ultérieurement au Conseil du café-cacao. Les fèves seront achetées au prix officiel garanti de 2800 FCFA/kg, fixé pour la campagne principale. L'objectif est de décongestionner les stocks et d'assurer le paiement des producteurs.

Montage Gold annonce une première coulée d'or du projet Koné au T4-2026

Le 19 janvier 2026, le groupe minier canadien Montage Gold a confirmé dans un [communiqué](#) une progression du projet Koné conforme au calendrier avec une première coulée d'or prévue pour la fin du quatrième trimestre 2026, avant la mise en production

commerciale prévue pour le deuxième trimestre 2027. Pour la mise en œuvre du projet Koné, Montage Gold a mobilisé plus de 3 000 employés et sous-traitants sur site. Plus de 545 M USD ont été engagé, soit environ 63 % des dépenses en investissement prévues, avec des prix conformes aux prévisions. Un nouveau programme de forage de 90 000 mètres est également prévu pour 2026 s'ajoutant aux 9 000 mètres de forage prévus dans le cadre du nouveau permis d'exploration aurifère Wendé obtenu par Montage Gold en décembre 2025.

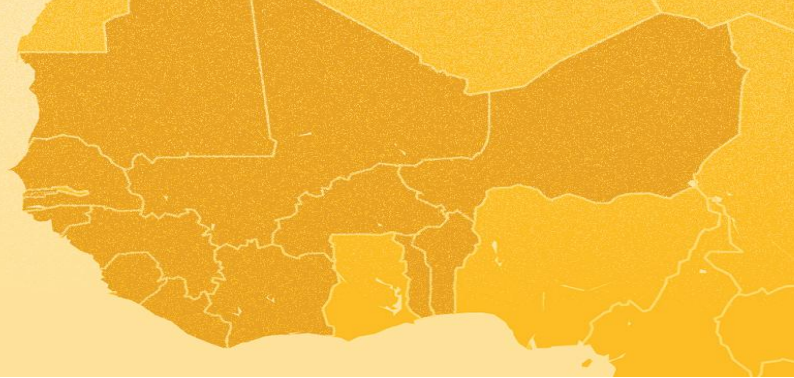
Gambie

Hausse de 21% des recettes fiscales en 2025

L'Autorité fiscale gambienne (GRA) [a annoncé](#) avoir collecté plus de 25,3 Md GMD (287,8 M EUR) en 2025, dépassant son objectif annuel, et représentant une hausse nominale de 21,0% par rapport à 2024. Cette performance, [saluée par le gouvernement](#), est attribuée au renforcement de la conformité fiscale, à la poursuite des réformes de l'administration et à un recours accru aux outils numériques. Pour 2026, la GRA s'est vu fixer un objectif de mobilisation de 27,5 Md GMD (312,9 M EUR), soit 8,7% de plus que le niveau effectivement collecté en 2025. Cette trajectoire s'inscrit dans le cadre de la stratégie de consolidation budgétaire soutenue par le FMI, à travers la Facilité élargie de crédit (FEC) et la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD), qui visent notamment à renforcer la mobilisation des recettes intérieures et accroître la résilience macroéconomique de la Gambie.

Réduction des pertes des entreprises publiques de plus de 13 M EUR en 2025

Le 14 janvier 2026 a eu lieu la présentation du rapport annuel 2025 de la Commission des entreprises publiques. Le rapport fait état de progrès significatifs, avec une réduction de



pertes cumulées des entreprises publiques supérieure à 1 Md GMD (11,4 M EUR). Par ailleurs, l'Etat a engagé plus de 2 Md GMD (22,8 M EUR) d'investissements afin de renforcer la sécurité alimentaire et énergétique. [La situation de la NAWEC](#), compagnie nationale de distribution d'eau et d'électricité était au centre des discussions. Pour rappel, la NAWEC affichait une perte de 1 Md GMD (11,4 M EUR) en 2024. En 2025, l'amélioration de sa situation financière résulte notamment d'une subvention de 19,4 M USD accordée par la Banque mondiale pour régler ses arriérés et d'une réduction des pertes de change.

Guinée-Bissau

Lancement des travaux de dragage du port de Bissau

Le gouvernement de transition de Guinée-Bissau [a lancé](#) les travaux de dragage du port de Bissau, un projet financé par la Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD) à hauteur de 15 Md FCFA (22,9 M EUR). L'opération vise à lever les obstacles logistiques, permettant l'accueil simultané de plusieurs grands navires, la réduction des délais d'escale de cinq à deux jours et la baisse des coûts d'exploitation. Le chantier, dont l'achèvement est prévu pour l'été 2026, devrait stimuler les échanges, renforcer la compétitivité du port et créer des emplois qualifiés. Le cumul des engagements de la BOAD en Guinée-Bissau atteint désormais 282 Md FCFA (429,9 M EUR), dont 123 Md FCFA (187,5 M EUR) consacrés à la modernisation des infrastructures de transport.

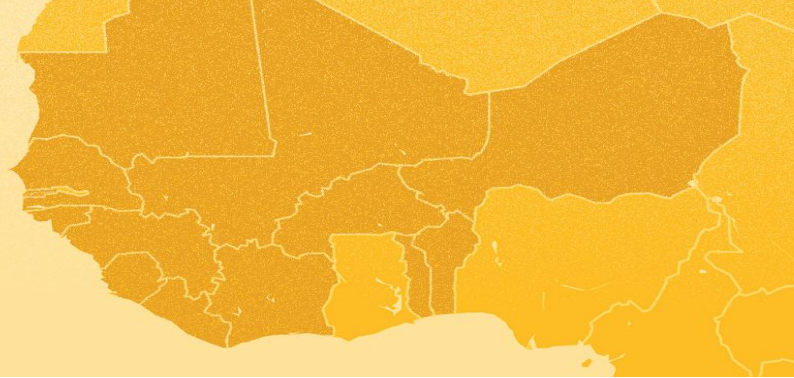
Libéria

Accord au niveau des services du FMI sur la 3^e revue FEC et sur un nouvel appui FRD

Les services du Fonds monétaire international (FMI) et les autorités libériennes [ont conclu](#) un accord dans le cadre de la 3^e revue du programme soutenu par la Facilité élargie de crédit (FEC), ainsi que pour l'accès à un nouveau programme de 193,8 M DTS (265 M USD) appuyé par la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD). L'approbation de la revue par le Conseil d'administration du FMI est attendue début mars 2026. La croissance du PIB réel a atteint 5,1 % en 2025, contre 4 % en 2024, portée par une forte activité minière et une expansion modérée des secteurs agricole et des services. L'inflation a fortement reculé, passant de 12,5 % au 1^{er} trimestre à 4,4 % au 4^e trimestre 2025, et le taux de change est resté globalement stable. La situation budgétaire s'est améliorée, avec un excédent primaire estimé à 1,4 % du PIB, dépassant l'objectif du programme (1,1 %). Le futur programme RSF soutiendrait les réformes visant à renforcer la gestion des risques de catastrophe et la préparation aux pandémies, améliorer le financement et la gouvernance climatique, et assurer la sécurité de l'eau et de l'alimentation.

25 M EUR de l'UE pour la pêche artisanale

Le 23 janvier 2026, le Liberia et l'Union européenne (UE) [ont signé](#) un accord de don de 25 M EUR visant à renforcer la chaîne de valeur de la pêche artisanale dans les neuf comtés côtiers du pays. L'initiative devrait soutenir les pêcheurs et commerçants de poissons via l'amélioration des installations de stockage frigorifique, des équipements de fabrication de glace et des infrastructures de manutention, tout en favorisant la création d'emplois et la réduction des pertes post-capture. Le projet,



qui s'étend de 2026 à 2032, a pour objectifs de consolider la sécurité alimentaire, d'accroître les revenus et d'améliorer les moyens de subsistance des communautés côtières. Des réformes complémentaires incluent une réduction de 25 % des frais de licences de pirogue, l'accès aux marchés et le renforcement de la lutte contre la pêche illicite en collaboration avec les gardes côtes libériens. L'accord soutient également le renforcement institutionnel et la formation dans les universités et collèges communautaires, ainsi que la décentralisation des services de l'Autorité nationale de la pêche et de l'aquaculture.

Mali

Toubani Resources sécurise 83,5 M USD pour le projet aurifère de Kobada

Le 28 janvier 2026, la société minière australienne Toubani Resources [a annoncé](#) la conclusion d'un accord de financement d'un montant total de 83,5 M USD avec Coris Bank, groupe bancaire burkinabé, afin de soutenir le développement de la future mine d'or de Kobada. Le montage financier prévoit que ce montant soit complété par un financement de 80 M USD de Eagle Eye Asset Holdings, obtenu via un accord de streaming, lui donnant ainsi droit à l'achat d'une partie de la production future de Kobada. Selon l'étude de faisabilité, le projet Kobada [affiche](#) une production moyenne attendue de 162 000 onces (4,6 tonnes) d'or par an sur 9,2 ans, pour un investissement initial estimé à 216 M USD. La clôture du financement et le démarrage des travaux préliminaires sont conditionnés à l'obtention du permis d'exploitation et aux autorisations des autorités maliennes.

Niger

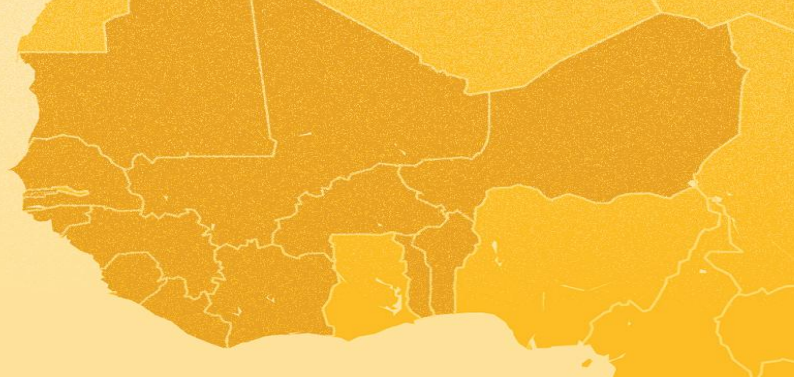
Réaménagement du ministère de l'Economie et des Finances

Le 26 janvier 2026, le Président de la Transition [a signé](#) un décret réaménageant le gouvernement. Entre autres, le portefeuille de l'Economie et des Finances, attribué auparavant au Premier ministre, est désormais alloué à M. Mamane Laouali Abdou Rafa, jusqu'alors Directeur National de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Le nouveau ministre est chargé de la conduite des politiques économiques et financières et des négociations avec les partenaires techniques et financiers.

Sénégal

Inauguration de la 1^{ère} centrale solaire avec stockage dédié à la régulation de fréquence du réseau électrique

Le 22 janvier 2026, les autorités sénégalaises [ont inauguré](#) officiellement la centrale solaire Walo Storage implantée à Bokhol dans la région de Saint Louis. L'infrastructure constitue la première centrale solaire intégrant un système de stockage dédiée à la régulation de fréquence du réseau électrique au Sénégal. Elle dispose d'une capacité de 16 MWc, couplée à un dispositif de stockage par batteries de 10 MW/20 MWh. D'un coût de 40 M EUR, la centrale a été développée par l'entreprise française [Africa Ren](#). Mise en service en juillet 2025, la centrale est raccordée au réseau de la Senelec dans le cadre d'un contrat d'achat d'électricité sur 20 ans. Le projet a été [financé](#) par Africa Ren, la banque de développement néerlandaise FMO, le fonds d'infrastructure pour l'Afrique émergente (EAAIF) et le Groupe de développement des infrastructures privées (PIDG). Il s'inscrit dans le cadre du programme national d'accès universel à l'électricité mis en



place par les autorités, qui se matérialise notamment par la montée en puissance des projets solaires avec stockage.

Le pays prévoit de mobiliser 6,3 Md EUR sur le marché régional en 2026

Dans le cadre de sa stratégie de financement pour l'année 2026, le Sénégal [prévoit de lever sur le marché régional](#) 4 132 Md FCFA (6,3 Md EUR). Ce montant représente 68 % du besoin de financement de l'Etat, estimé à 6 075 Md FCFA (9,3 Md EUR). L'annonce a été faite par le Directeur de la dette publique, lors des Rencontres sur le marché des Titres publics (REMTP), qui se sont tenues du 26 au 28 janvier 2026 à Lomé. Les émissions prévues sur le marché régional porteront sur (i) des emprunts obligataires par syndication via des appels publics à l'épargne pour un montant total de 1200 Md FCFA (1,8 Md EUR), (ii) l'émission d'un Sukuk d'un montant de 180 Md FCFA (274,4 M EUR), et (iii) 2 752 Md FCFA (4,2 Md EUR) par adjudication. Selon le Directeur, cette orientation vise à réduire les risques de taux d'intérêt et de refinancement avec un objectif d'équilibre à 50/50 entre les emprunts domestiques et extérieurs. Elle intervient dans un contexte d'absence de programme avec le FMI et de dégradation de la notation du pays, limitant son accès aux marchés internationaux.

Progression de 9 % des recettes douanières en 2025

En 2025, les liquidations douanières [ont atteint](#) 1 618,4 Md FCFA (2,5 Md EUR) selon les douanes sénégalaises. Ce montant englobe aussi bien les recettes strictement douanières que celles collectées pour le compte d'autres administrations et organisations, notamment la Direction générale des Impôts et des Domaines, ainsi que les prélèvements communautaires. Sur le plan des recouvrements, les services douaniers ont mobilisé 1 286,1 Md FCFA (2 Md EUR), dépassant l'objectif annuel fixé à 1 246,2 Mds FCFA (1,9 Md EUR) soit un taux de

réalisation de 103,2%. Par rapport à 2024, les recettes douanières enregistrent une hausse de 8,8%. Les montants collectés proviennent essentiellement de la fiscalité douanière. Selon le communiqué, ces performances inédites s'expliquent par le renforcement de la régularisation des recettes issues des importations de produits pétroliers, une meilleure maîtrise de l'assiette fiscale des produits à fort rendement fiscal ainsi qu'une intensification de la lutte contre la fraude commerciale. Elles résultent également du renforcement des contrôles douaniers et de la poursuite des efforts de dématérialisation et de la digitalisation des procédures.

Sierra Leone

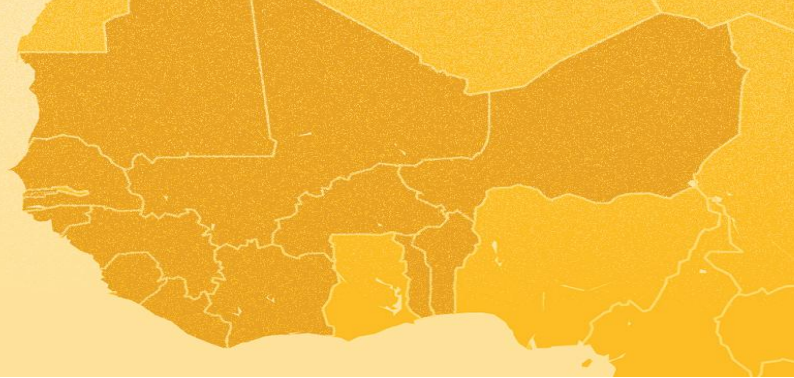
Inflation en baisse à 4,4 % en g.a en décembre 2025

Selon Statistics Sierra Leone, l'inflation dans le pays en décembre 2025 [s'est établie](#) à 4,4 % en glissement annuel (g.a), après 4,6 % le mois précédent. Ce niveau d'inflation est porté principalement par la hausse des prix, du Logement, de l'eau, de l'électricité, du gaz et autres carburants (+15,3 % en g.a), des Restaurants et hôtels (+10,8 % en g.a), des Transports (+6,83 % en g.a), des Vêtements et chaussures (+8,55 % en g.a) et du Mobilier, des équipements ménagers et de l'entretien courant du ménage (+7,9 %). Par région, les variations sont assez hétérogènes, le Nord a ainsi enregistré la croissance des prix en g.a la plus forte (+13,5 % en g.a) tandis que l'Est a enregistré une inflation négative (-1,6 % en g.a).

Togo

Le taux d'inflation sur l'année 2025 s'est établi à 0,4 %

Selon [l'Institut national de la statistique et des études économiques démographiques](#)



(INSEED), le taux d'inflation en moyenne annuelle s'est établi à 0,4 % en 2025, contre 2,9 % en 2024, confirmant un taux en-deçà du critère de convergence de 3% fixé par l'UEMOA. L'augmentation du niveau général des prix à la consommation a connu une décélération en 2025 dès le mois de janvier, passant de 2,9 % à 1,1 % en août puis 0,4% en décembre 2025. Cette décélération a été principalement favorisée par la baisse des prix de certains produits alimentaires, dont les haricots verts (-26 % en moyenne annuelle), la viande de porc (-24,7 %), les tomates locales (-23,4 %), le riz importé (-5,9 %) et le riz local (-5,5 %). Pour rappel, l'indice harmonisé des prix à la consommation avait atteint un pic en 2022 au Togo avec un taux d'inflation à 7,2 %.

Lancement de la Chambre de commerce américaine

La Chambre de commerce américaine au Togo (AmCham Togo) [a été officiellement lancée le 26 janvier à Lomé](#). Intégrée au réseau des Chambres de commerce américaines à travers le monde, elle a pour objectif de stimuler les relations de commerce et d'investissement entre les Etats-Unis et le Togo. En 2024, les importations togolaises de produits américains atteignaient 56 M_EUR, les Etats-Unis se positionnant comme 16^{ème} fournisseur du Togo. Bénéficiant de l'African Growth and Opportunity Act (AGOA), le Togo a exporté aux Etats-Unis près de 45,6 M EUR de biens en 2024, faisant des Etats-Unis son 9^{ème} client. Sur le territoire togolais, les investissements américains s'illustrent notamment par la centrale thermique de l'entreprise [Contour Global](#) d'une capacité installée de 100 MW.

Publications

Retrouvez ci-dessous les liens des dernières publications régionales des indicateurs de développement, et chiffres clés.

Chiffres clés	Indicateurs de développement
Bénin	Bénin
Burkina Faso	Burkina Faso
Cap-Vert	Cap-Vert
Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire
Gambie	Gambie
Guinée	Guinée
Guinée-Bissau	Guinée-Bissau
Libéria	Libéria
Mali	Mali
Mauritanie	Mauritanie
Niger	Niger
Sénégal	Sénégal
Sierra Leone	Sierra Leone
Togo	Togo

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)